

Matinale du réseau 3 AR – Association Achats publics Responsables en Nouvelle-Aquitaine

**La commande publique face aux évolutions réglementaires... Où en est-on ?
Comment réaliser des achats publics répondant aux enjeux sociétaux tout en restant performants économiquement ?**

06 octobre 2022 - Guéret

Faisons connaissance !



Présentez-vous

- Prénom / Fonction - Missions
- Type d'achats dans votre périmètre
- Ce que vous aimeriez pouvoir faire ou clarifier à l'issue de cette rencontre...

Commande publique et Développement Durable – Point d'actualité

06 OCTOBRE 2022 - Guéret

COMMANDE PUBLIQUE DURABLE: UN NOUVEAU CHAPITRE



Publication le 15 mars 2022 du nouveau Plan National des Achats Durables (PNAD) pour 2022-2025 : véritable bras armé de la loi « Climat et résilience » pour rehausser l'ambition nationale en matière d'achats durables !

>Il prévoit **2 objectifs clairs** : **100%** des marchés notifiés au cours de l'année 2025 devront comprendre au moins une considération environnementale, dans l'objet du marché, une de ses clauses ou un critère d'attribution et **30% des mêmes marchés devront comprendre au moins une considération sociale.**



Téléchargement direct :
<https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/PNAD-PAGEAPAGE-SCREEN%283%29.pdf>



LOI CLIMAT



Rappel sur la loi dite « Climat et Résilience »

>> Publication le 24 août dernier au Journal Officiel la Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

>> Elle induit, notamment l'article 35, plusieurs modifications de poids au Code de la Commande Publique.

>> Loi qui va plus loin que les lois sectorielles car elles concernent TOUS LES TYPES D'ACHAT.

>> Une fiche explicative de la DAJ:

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/actualites/Fiche_explicative_loi_Climat.pdf



Publication du Décret n°2022-767 du 2 mai 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique

Ce **décret** modifie la partie réglementaire du **Code de la commande publique** afin d'y inclure les dispositions de l'article 35 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 « portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets », dite **loi Climat et Résilience**

L'article 1er de ce Décret entre en vigueur le 1er janvier 2023: obligation de publier un SPASER dès 50 millions d'Euros HT d'achats

Les dispositions des articles 4, 6 et 8 entrent en vigueur à une date fixée par un arrêté du ministre chargé de l'économie et au plus tard le 1er janvier 2024 : publication des données des consultations > 40 KE

Les dispositions des articles 2, 3, 5, 7 et 9 entrent en vigueur le 21 août 2026: au moins un critère d'attribution portant sur les caractéristiques environnementales



Rappel sur la loi dite « Climat et Résilience »



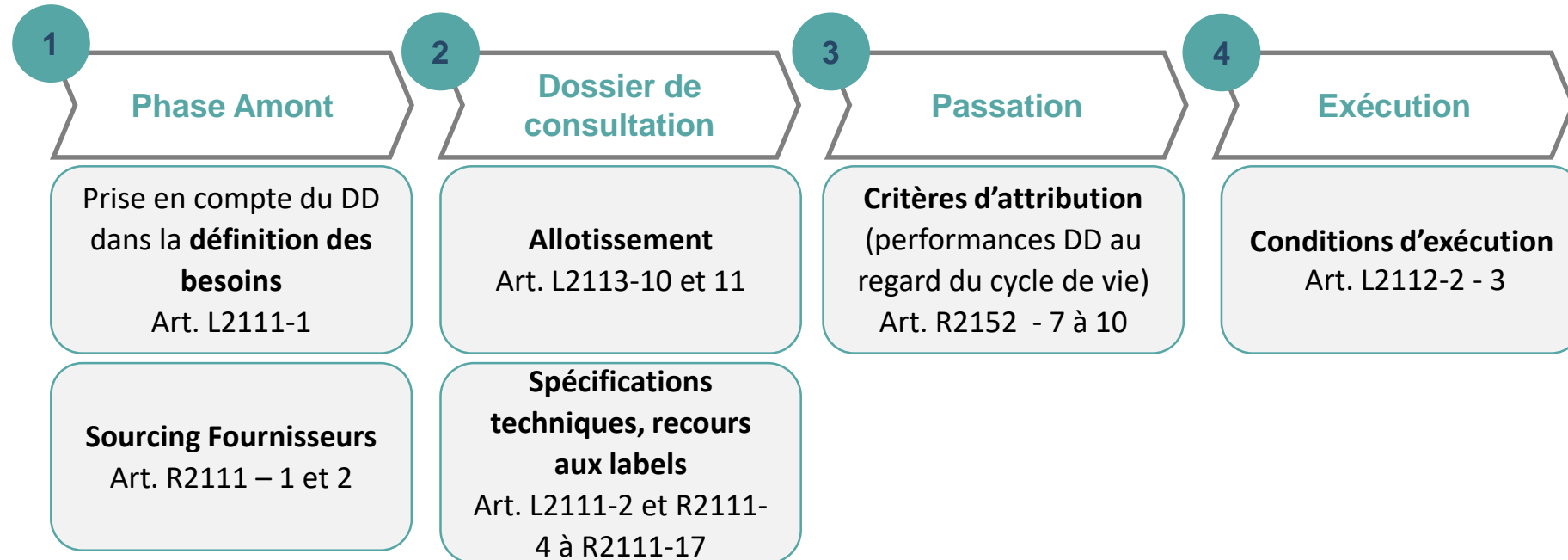
- >> Formalisation du **4ème PRINCIPE DE LA COMMANDE PUBLIQUE** relatif au Développement Durable
- >> **Renforcement des SPASER** (contenu et mise en ligne) pour rendre la commande publique socialement et écologiquement plus responsable,
- >> Obligation de prendre en compte les obligations de développement durable **au stade de la détermination de la nature et de l'étendue des besoins (spécifications techniques)**
- >> Désormais obligation des acheteurs de fixer **dans leurs contrats des conditions d'exécution** prenant en compte des considérations relatives au développement durable **(clause sociale et liée à l'emploi obligatoire pour les procédures formalisées).**
- >> Introduction de l'obligation de **retenir au moins un critère d'attribution** prenant en compte les caractéristiques environnementales de l'offre.
- >> Mise à disposition des acheteurs par l'Etat **d'outils opérationnels de définition et d'analyse du coût du cycle de vie des biens pour les principaux segments d'achats** (au plus tard au 1^{er} janvier 2025).
- >> Mise à disposition des acheteurs par l'Etat **d'outils opérationnels sur le volet social** (<https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr>.)
- >> L'exclusion possible d'un soumissionnaire étendue

De nouveaux articles du CCP qui entrent en vigueur à des dates fixées par décrets et au plus tard cinq ans après la promulgation de la loi.



Le code de la commande publique et le développement durable : que retenir ?

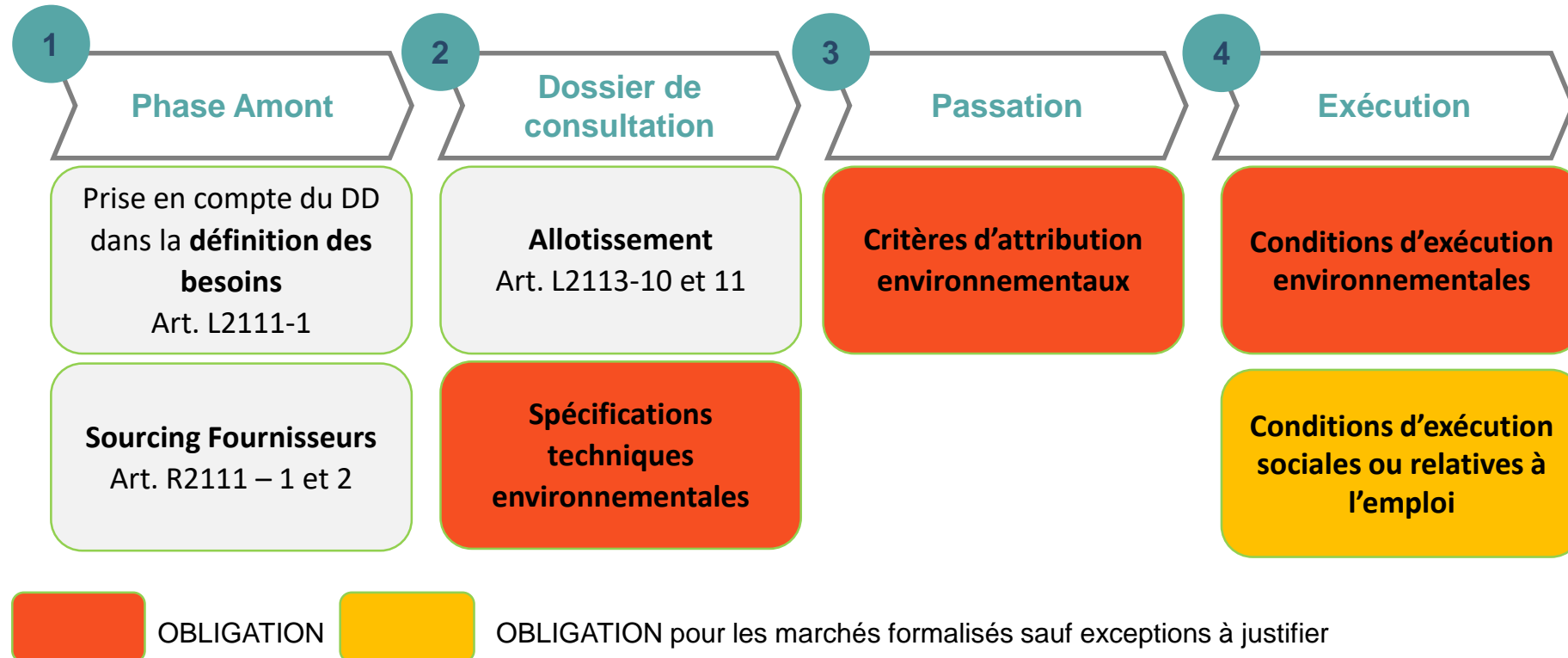
2. De nombreuses possibilités en matière de développement durable sont offertes à l'acheteur



A chaque étape de l'achat, le code de la commande publique ouvre des possibilités pour l'acheteur public d'imposer ou de privilégier des solutions / prestations performantes en matière de développement durable

Le code de la commande publique et le développement durable : la version à venir avec la loi Climat et résilience !

Nouveautés 2021, décrets à paraître pour application entre 2023 et 2026



Au 1^{er} janvier 2023 - Le seuil pour l'élaboration obligatoire d'un SPASER = 50 millions d'euros annuels (contre 100 auparavant)
300 acheteurs publics concernés contre 130 auparavant

Réglementation des marchés publics : un renforcement constant des dispositions en faveur du développement durable



Versions
du code



Article 14

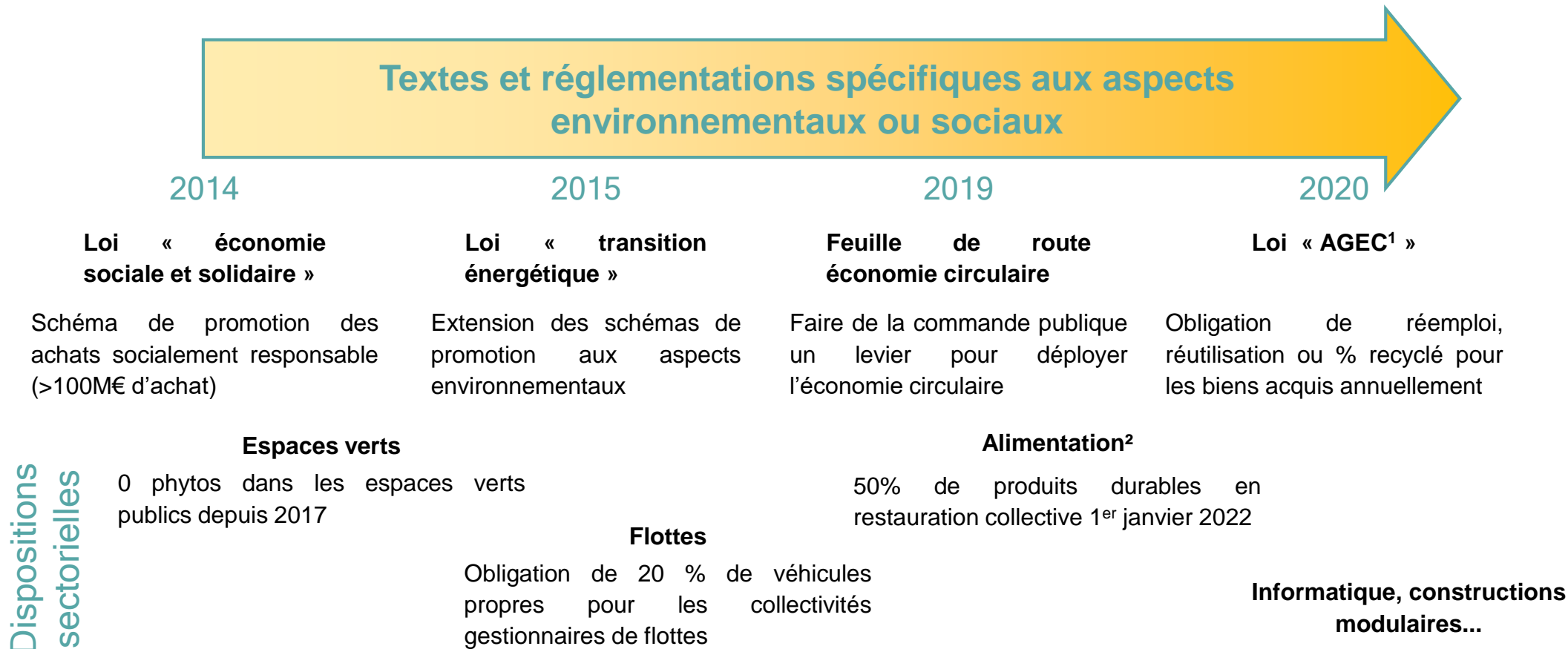
La définition des conditions d'exécution d'un marché dans les cahiers des charges peut viser à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion, à lutter contre le chômage ou à protéger l'environnement.

- Détermination de l'objet du marché
- Spécifications techniques
- Ecolabels
- Marchés réservés
- Critère d'attribution
- Coût du cycle de vie
- Conditions d'exécutions
- (...)

Le code de la commande public offre dorénavant à l'acheteur public d'importantes possibilités (voire obligations !) d'intégrer des dispositions relatives au développement durable

On est passé d'une ère où l'on devait se justifier de faire quelque-chose à une ère où l'on doit se justifier si l'on ne fait pas.

La réglementation sociale et environnementale s'appuie également de manière grandissante sur la commande publique



La France a également adopté, dès 2007, un plan national d'action pour des achats publics durables. La 3^{ème} version vient d'être publiée pour la période 2021/2025



La pérennisation des dispositions relatives à l'achat innovants



Publication du Décret n°2021-1634 du 13 décembre 2021 relatif aux achats innovants et portant diverses autres dispositions en matière de commande publique

Pérennisation des mécanismes > de l'expérimentation à la pérennisation de la faculté pour les acheteurs de passer un marché sans publicité, ni mise en concurrence préalables portant sur des travaux, fournitures ou services innovants et répondant à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 100.000€ HT.

>>Nouvel article R.2122-9-1 du CCP

Achats innovants et petits lots> Les achats innovants pourront également être réalisés en recourant au mécanisme des petits lots.

Consultation peut être passée sans publicité, ni mise en concurrence préalable lorsque les deux conditions cumulatives suivantes sont réunies :

- La valeur estimée du lot concerné est inférieure à 80.000€ HT pour des fournitures ou services innovants ou à 100.000€ HT pour des travaux innovants
- Le montant ne doit pas excéder 20% de la valeur totale estimée de tous les lots

>>Nouvel article R.2122-9-1 du CCP



LE POINT SUR L'ARTICLE 58 DE LA LOI AGECE (ANTI GASPILLAGE ET ECONOMIE CIRCULAIRE)



Rappel de la loi n°2020-105 du 10 février 2020 - AGECE

>> La loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGECE) prévoit plusieurs dispositions pour atteindre ses objectifs : sortie du plastique jetable, meilleure information du consommateur ou la lutte contre l'obsolescence programmée.

>>Article 58 de la loi AGECE :

« I. - A compter du 1er janvier 2021, les biens acquis annuellement par les services de l'État ainsi que par les collectivités territoriales et leurs groupements sont issus du réemploi ou de la réutilisation ou intègrent des matières recyclées dans des proportions de 20 % à 100 % selon le type de produit.

II. - En cas de contrainte opérationnelle liée à la défense nationale ou de contrainte technique significative liée à la nature de la commande publique, le pouvoir adjudicateur n'est pas soumis à l'obligation prévue au I.

III. - Un décret en Conseil d'État fixe la liste des produits concernés et, pour chaque produit, les taux pouvant être issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage correspondant à ces produits. »

>> Les établissements publics (EPA ou EPIC) sont exclus du périmètre.



Le Décret n°2021-254 du 9 mars 2021 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées



>> Il dresse la **liste des produits ou catégories de produits dont les volumes d'achats annuels devront respecter des proportions minimales issues du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées.**

>> En annexe figure la liste des biens concernés :

- 17 lignes de « produits ou catégorie de produits » où chacun comprend un ou plusieurs codes CPV (37 au total)
- **Chaque lignes se voit affecter deux obligations de dépenses minimales exprimées en pourcentage :**
 - Fixation du % minimal de dépenses correspondant à l'achat de produits issus du réemploi, de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées >> fixés entre 20% et 40%
 - Porte sur la part minimale de biens issus du réemploi ou réutilisation (hors matières recyclées) >> fixés entre 0 et 20%

>> Les deux obligations s'articulent entre elles (le « dont » de biens issus du réemploi ou de la réutilisation)

>> Les Collectivités territoriales envoient les données annuellement à l'Observatoire économique de la commande publique (article 3). Un bilan d'impact de ces mesures publié par le Gouvernement au plus tard le 31 décembre 2022 permettra de réaliser des ajustements sur la liste et les quantités minimales (article 4).



Ligne	Code CPV Règlement (CE) 213/2008	Produits ou catégories de produits	% issu du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées	Dont % issu du réemploi ou de la réutilisation
1	18000000-9 18100000-0 19231000-4 19000000-6 95000000-7	Vêtements, articles chaussants, Vêtements professionnels, vêtements de travail spéciaux et accessoires Linge Produits en cuir et textiles, matériaux en plastique et en caoutchouc Articles textiles	20	20
2	18937000-6	Sacs d'emballage	20	10
3	22000000-0 22100000-1 22800000-8 30192700-8	Imprimés et produits connexes Livres, brochures et dépliants imprimés Registres, livres comptables, classeurs, formulaires et autres Papeterie et autres articles	40	0
4	30000000-9 30231100-8 30213100-6 30213300-8 30237200-1	Machines, matériel et fourniture informatique et de bureau, excepté les meubles et logiciels Terminaux informatiques Ordinateurs portables Ordinateur de bureau Accessoires informatiques	20	20
5	30120000-6 30125000-1	Photocopieurs et matériel d'impression offset Pièces et accessoires de photocopieurs	20	20
6	30125100-2 30192113-6	Cartouches de toner Cartouches d'encre	20	20
7	30192000-1	Fournitures de bureau	20	0



8	30197630-1 30197643-5	Papier d'impression Papier pour photocopie	40	0
9	32250000-0	Téléphones mobiles, Téléphones fixes	20	20
10	34000000-7 34100000-8 34210000-2 34370000-1	Équipement de transport et produits auxiliaires pour le transport Véhicules à moteur Carrosseries de véhicules Sièges pour véhicules à moteur	20	0
11	34430000-0	Bicyclettes (y compris électriques et autres de la famille cycle)	20	20
12	37300000-1	Jeux, jouets ⁵	20	5
13	39110000-6 39120000-9	Sièges, chaises et articles assimilés, et pièces connexes Tables, armoires, bureaux et bibliothèques	20	20
14	34928400-2	Mobilier urbain	20	5
15	39221110-1 39225700-2	Vaisselle Bouteilles, bocaux et flacons	20	10
16	39700000-9	Appareils ménagers	20	20
17	44211000-2 44211100-3	Bâtiments préfabriqués Bâtiments modulaires préfabriqués	20	20



La notice explicative du Décret n°2021-254 – Diffusion par le Ministère de la Transition Ecologique de la version actualisée au 1^{er} janvier 2022

- Définition des notions de « réemploi », « réutilisation », « recyclage »,
- Champ des achats concernés par l'obligation,
- Principes d'application de l'obligation et effets induits,
- Prise en compte des objectifs dans les marchés (les opportunités),
- S'informer sur les pratiques et interroger le marché,
- Réserver des marchés aux acteurs de l'insertion ou du handicap,
- S'appuyer sur l'allotissement,
- Concevoir le marché pour intégrer ces nouvelles exigences,
- Déclaration, suivi et évaluation.

Lien vers replay du webinaire du Ministère :

<https://www.dailymotion.com/video/k6Q7hIEhtPOFe2xLNhJ>



Rappel de la loi AGEC et des dispositions prévues en matière de gestion de vos déchets (Maîtres d'Ouvrages Publics - MOA)



- Suivi de la gestion des déchets (*Création d'un Observatoire des Déchets, Développement de plateforme de déclaration en ligne (EMAT, TERASS..)*)
- Obligation de tri 7 flux (au lieu de 5 avant),
- Obligation de traçabilité,
- Contrôles renforcés sur la qualité des produits entrants et un accès hiérarchisé des déchets des Plateforme de gestion des déchets à l'enfouissement en fonction de la qualité de leur propre tri,
- Prise en compte de critères environnementaux dans les marchés et de l'obligation d'intégrer un % minimum de matériaux recyclés ou de réemploi,
- Obligation de mentionner le poste « déchets » dans les devis,





Rappel de la loi AGEC et des dispositions prévues en matière de gestion de vos déchets (Maîtres d'Ouvrages Publics - MOA)



Crédits : MTES

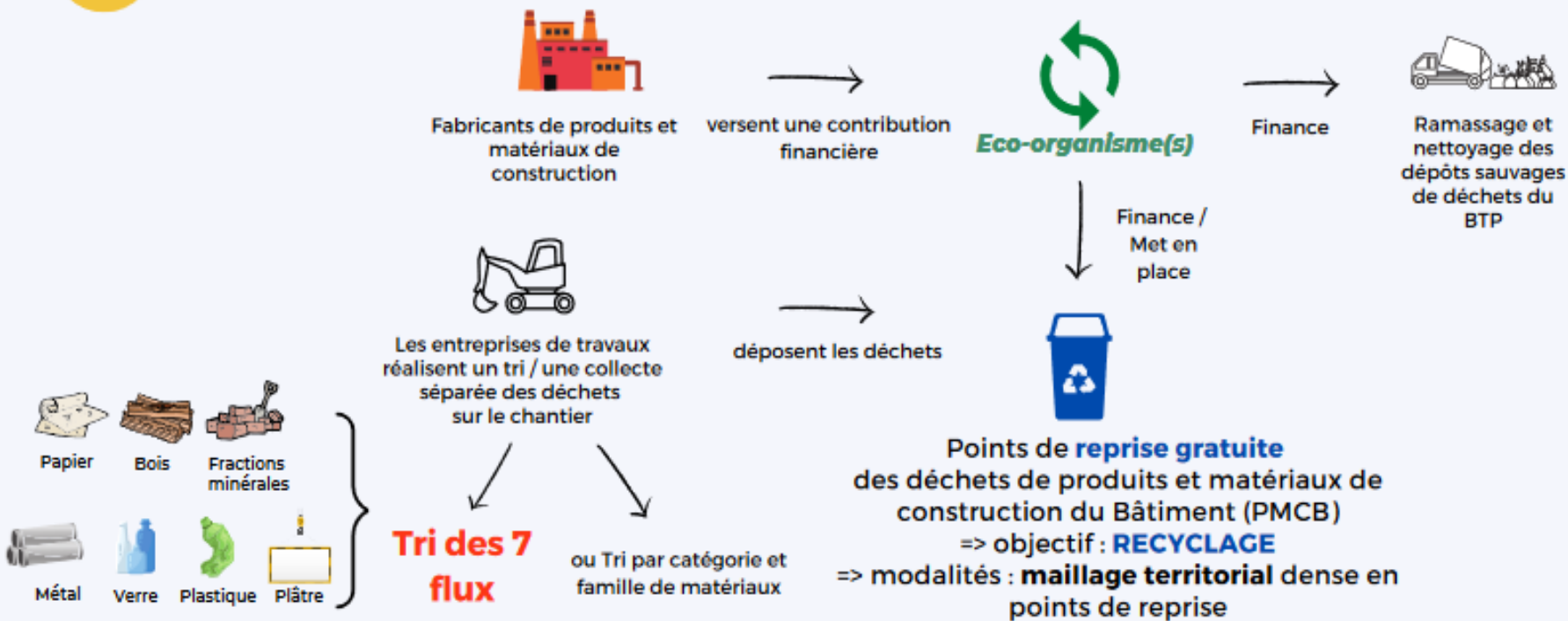
- Remise d'un bordereau de suivi des déchets aux Maîtres d'Ouvrages,
- Diagnostic « déchets » devient diagnostic « PEMD » (Produits Equipements Matériaux Déchets),
- La mise en place d'une REP sur la filière du bâtiment (1^{er} janvier 2023) – Produits et Matériaux de Construction du Bâtiment
- > Arrêté du 10 juin 2022 portant cahier des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à Responsabilité Elargie du Producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment. [Accès direct >>](#)



Déploiement de la filière REP PMCB

Progressivité de la mise en place de la filière

1 RAPPEL : COMMENT ÇA MARCHE ?



Déploiement de la filière REP PMCB

4

COUVERTURE DES COÛTS DE TRAITEMENT



Uniquement pour les **déchets minéraux (inertes)**



Jusqu'au 31
décembre
2023



Jusqu'au
31 décembre
2024



A partir du
1er janvier
2025



50%

des coûts de traitement pris
en charge par les **MOA**
(producteurs initiaux des
déchets)



50%

DES COÛTS DE TRAITEMENT PRIS EN
CHARGE PAR L'**ÉCO-ORGANISME**



20%

des coûts de traitement pris
en charge par les **MOA**
(producteurs initiaux des
déchets)



80%

DES COÛTS DE TRAITEMENT PRIS EN
CHARGE PAR L'**ÉCO-ORGANISME**



100%

DES COÛTS DE TRAITEMENT PRIS EN
CHARGE PAR L'**ÉCO-ORGANISME**

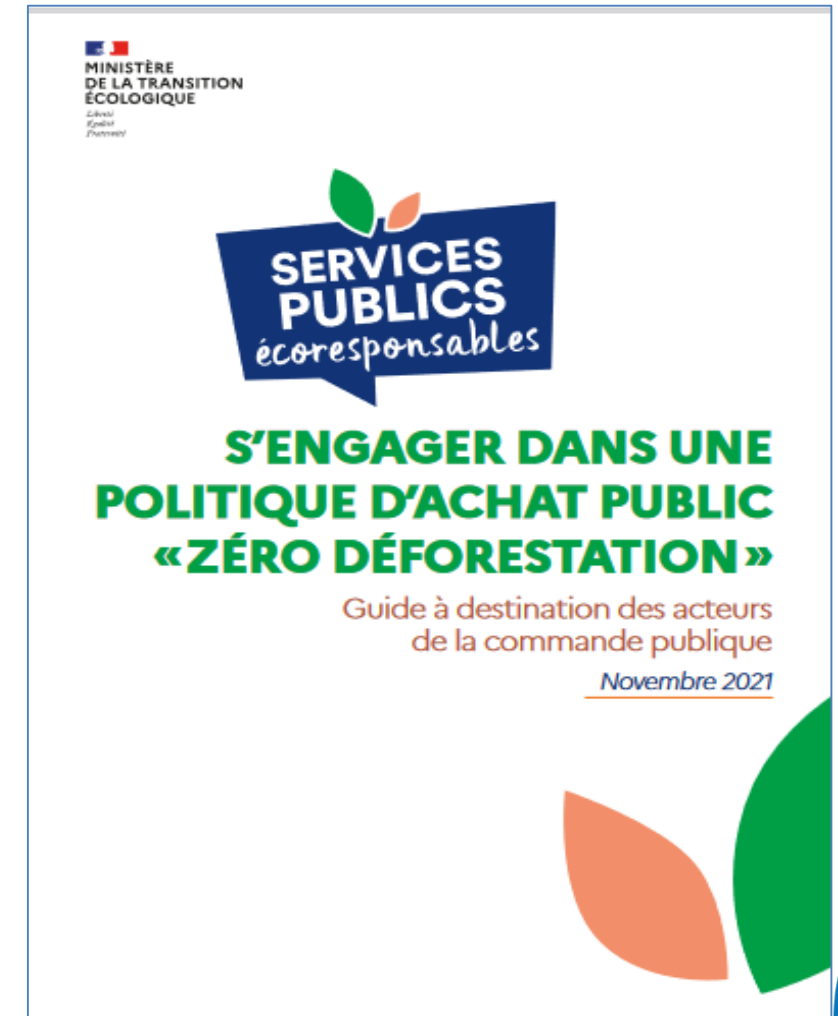


Le décret sur la lutte contre la déforestation importée dans les achats de l'État est publié ! - Décret n° 2022-641 du 25 avril 2022

Ce décret reprend le principe de l'objectif de « *tendre vers des achats de biens qui ne contribuent pas à la déforestation importée* » (Article 2), l'appliquant aux pouvoirs adjudicateurs et aux entités adjudicatrices de l'État.

Cet objectif concerne les achats des domaines suivants :

- les matériaux de construction et de rénovation ;
- les combustibles ;
- le mobilier ;
- les véhicules y compris les équipements ;
- les fournitures de bureau ;
- les produits d'entretien ;
- la restauration

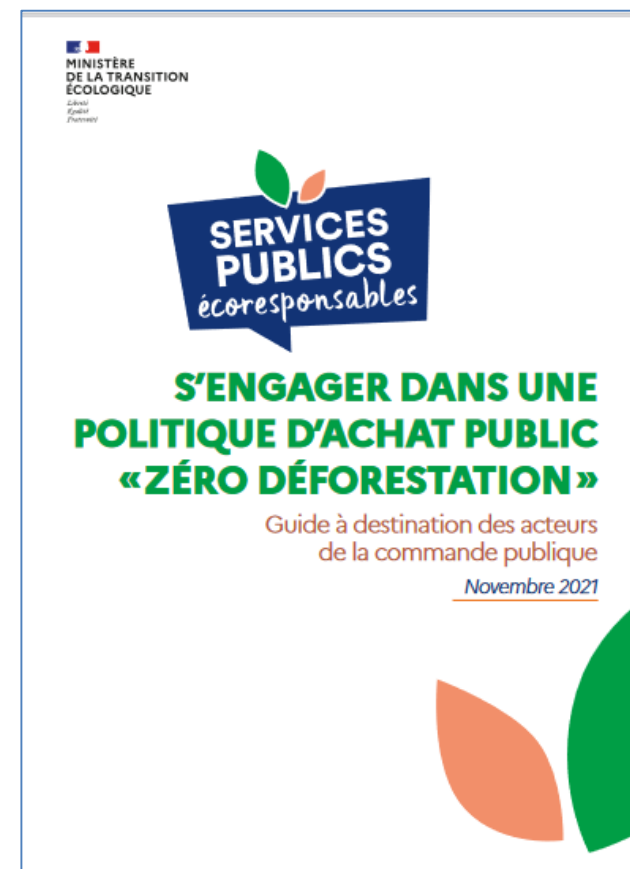


Le décret sur la lutte contre la déforestation importée dans les achats de l'État est publié ! - Décret n° 2022-641 du 25 avril 2022

Cet objectif se retranscrit concrètement par la mise en place, dès la définition des besoins de l'acheteur et dans le suivi de l'exécution du contrat. À l'aide notamment de la mention d'objectif de sobriété dans la définition des besoins, de dialogue avec les opérateurs, **du recours à des certifications et de labels et de mise en place d'évaluations périodiques du suivi du marché. (Article 4)**

Pour cela les acheteurs concernés par ces objectifs peuvent se reposer sur le guide « S'engager dans une politique d'achat public zéro déforestation » publié en novembre et la plateforme mise en place en janvier 2021 : www.deforestationimportee.fr

L'application concerne les contrats pour lesquels une consultation ou un appel à la concurrence ont été effectués à partir du 26 avril (article 6) et sera évaluée par périodes de cinq ans (Article 5).





Loi AGECE et Climat: quels impacts sur les dispositions de la loi
EGALIM ?



Déploiement opérationnel de la loi EGALIM



>La loi **Egalim** prévoit l'obligation au plus tard le **1^{er} janvier 2022** que les repas servis dans les restaurants collectifs publics et privés hors entreprises soient constitués d'au moins 50% de produits issus de filières durables et de qualité en valeur HT d'achats par année civile, dont au moins 20% de bio.

> **Le décret n° 2021-1906 du 30 décembre 2021 modifie le décret n° 2020-1651 du 22 décembre 2020 relatif au label national « anti-gaspillage alimentaire » en application de l'article L. 541-15-6-1-1 du code de l'environnement:**

-Mis en place par la loi AGECE pour renforcer les initiatives vertueuses valorisées et accompagner les objectifs définis dans la loi.

-Il prévoit notamment la validation des référentiels intégrant les plans de contrôles par arrêté ministériel, ou encore la désignation des organismes de certification.

-La restauration collective devra réduire le gaspillage alimentaire de 50% par rapport au niveau de 2015 et cela d'ici 2025 >>c'est pour ce secteur que seront élaborés les 1ers référentiels techniques précisant les exigences pour bénéficier du label et les conditions de validation et de contrôle.



De nouveaux produits « EGALIMABLES »



Des produits durables et de qualité dans les assiettes :

- Agriculture biologique et autres signes officiels de la qualité et de l'origine (Label rouge, AOP/AOC, IGP, spécialité traditionnelle garantie)
- Produits bénéficiant des mentions valorisantes : issus d'une exploitation bénéficiant haute valeur environnementale – « HVE », fermiers (sous conditions)
- Jusqu'en 2027, produits issus d'une exploitation bénéficiant de la certification environnementale de niveau 2
- Produits bénéficiant de l'écolabel pêche durable
- Produits bénéficiant du logo RUP
- Produits issus du commerce équitable
- Produits sélectionnés sur les coûts imputés aux externalités environnementales
- Produits acquis principalement sur la base de leurs performances en matière environnementale et d'approvisionnements directs *



Critère Marché public

Critère Marché public ? *

Les produits locaux ou « de proximité » ne répondent pas à la définition d'un produit durable et de qualité

* en cours d'analyse technico-juridique

En rouge : des modifications ou compléments apportés par la loi Climat et Résilience



Circulaire du 23 mars 2022 émise par le Premier ministre et visant à prendre en compte l'évolution des prix des denrées alimentaires dans les marchés publics de restauration

- Aménagement des délais d'exécution
- Renonciation aux sanctions contractuelles
- **Faire jouer la théorie de l'imprévision pour les marchés en cours d'exécution** : « *Dans le cas où est démontré que la hausse actuelle des matières premières était imprévisible dans son ampleur et qu'elle a provoqué un déficit d'exploitation* », le titulaire du marché pourra se voir accorder une indemnité ».
- Respecter les délais de paiement

>> Points d'attention sur la rédaction des futurs marchés publics de restauration

- Insérer des clauses de révision des prix adaptées aux fluctuations aléatoires liées aux saisons et aux problématiques de disponibilité des ressources
- Prévoir des clauses de réexamen
- **Proscrire les clauses butoirs et clauses de sauvegarde.** Ces clauses ne peuvent coexister avec les clauses de révision des prix
- Poursuivre la dynamique vers un approvisionnement durable et de qualité afin d'atteindre au plus vite les objectifs de la loi EGAlim

>> Les collectivités doivent pour le moment faire face seules...



Imprévisibilité du marché / Révision de prix dans les marchés publics... Où en est-on ?

- **Circulaire n°6338-SG du 30 mars 2022 relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausse des prix de certaines matières premières.** Les recommandations sont les suivantes : modification des contrats pendant l'exécution quand nécessaire, théorie de l'imprévision, gel des pénalités, révision de prix systématique.
- France urbaine, AMF, Intercommunalités de France, Assemblée des départements et des régions de France appellent l'Etat dans un **courrier au ministère de l'économie, des finances et de la relance à ouvrir un débat d'assouplissement du régime du prix dans les marchés** > assouplir la recommandation de l'Etat (Circulaire),
 - Arguments :
 - inflation est tel que certains fournisseurs affirment ne plus être en capacité d'exécuter les marchés publics car leurs prix initiaux de vente de permettent plus de couvrir leurs coûts internes, y compris lors des mécanismes d'indexation.
 - Imprévision inadaptée car c'est un dispositif trop long et complexe de mise en œuvre.
- **Début Juillet le Ministère de l'Economie et des Finances interroge le Conseil d'Etat** pour obtenir des indications claires sur la position à tenir

> Publication de l'avis relatif aux possibilités de modification du prix ou des tarifs des contrats de la commande publique et aux conditions d'application de la théorie de l'imprévision le 21 septembre 2022

[>> Accès direct à l'avis](#)

[>> Fiche explicative détaillé de la DAJ](#)

TÉMOIGNAGE/RETOUR D'EXPÉRIENCE
JÉRÉMY HARDY – FACILITATEUR CLAUSES
D'INSERTION – DÉPARTEMENT DE LA CREUSE





DE NOUVEAUX OUTILS EN PARTAGE



Volet « social »

Sortie en septembre 2022 : L'OECP publie, à destination des acheteurs publics, des acteurs de l'ESS et des entreprises, **l'édition 2022 de son guide sur les aspects sociaux dans la commande publique.**

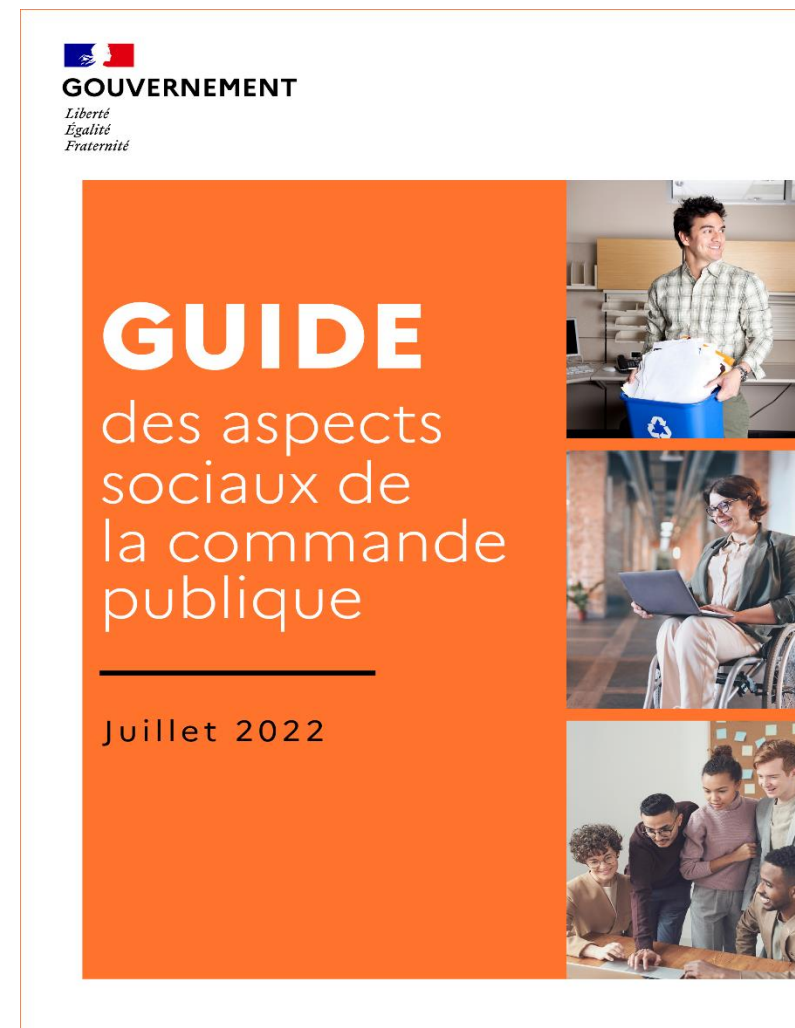
- de nouvelles thématiques qui témoignent de la diversité croissante des considérations sociales et de la multiplicité de ses contributeurs,
- Outil de mise en œuvre des CCAG, il répond aux enjeux de la loi Climat et Résilience et des objectifs du PNAD 2022 - 2025.
- Il développe :
 - Partie 1/ Considérations sociales dans la commande publique, levier de l'économie sociale et solidaire,
 - Partie 2/ L'insertion des personnes éloignées de l'emploi (MAJ du guide 2018),
 - Partie 3/ La promotion de l'égalité femmes-hommes (nouveau)
 - Partie 4/ Les achats publics issus du commerce équitables (MAJ guide 2012),



Cadrer, rédiger et piloter vos « plans/engagements de progrès »

- S'organise sous forme de 17 fiches.
- Il s'accompagne d'un dépliant résumant les idées essentielles et de conseils.
- **Téléchargement direct:**

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/oecp/aspects-sociaux/Guide-aspects%20sociaux_vf.pdf?v=1663094943



Cadrer, rédiger et piloter vos « plans/engagements de progrès »

Des objectifs progressifs dans vos consultations:

- Introduction de produits labellisés en restauration collective
- Part de matériaux recyclés/de réemploi dans la maintenance de bâtiments
- Performances énergétiques
- Taux de matériaux recyclés/de réemploi dans les achats visés par l'Article 58 de la Loi AGEC
- ...

Téléchargement direct:

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dae/doc/Guide%20Plan%20de%20Progre%CC%80s-Hyperlien.pdf



Faciliter la prise en main de nouveaux CCAG

Afin d'accompagner les acteurs de la commande publique dans la prise en main des nouveaux CCAG, la DAI a élaboré un guide d'utilisation comprenant 25 fiches thématiques.

Sa publication intervient au terme d'une concertation menée avec les représentants des acheteurs, les fédérations professionnelles et les experts qui avaient contribué à la rédaction des CCAG.

<https://www.economie.gouv.fr/daj/publication-du-guide-dutilisation-des-ccag>

Rappel: Nouvelle version des CCAG approuvée par arrêté le 1^{er} avril 2021. Ils renforcent la prise en compte de clauses environnementales dans la passation de marchés.



« Bâtiments » - un label pouvant vous être utile ?

Publication du Décret n° 2021-1865 du 29 décembre 2021 modifiant le décret n° 2018-1043 du 28 novembre 2018 créant un label « Bas-Carbone »

L'autorité compétente pour attribuer le label à un projet, pour vérifier et reconnaître les réductions d'émissions associées est le préfet de la région sur le territoire de laquelle est réalisé le projet.

Un arrêté du ministre chargé de l'environnement définit les conditions de fonctionnement du label Bas-Carbone, les modalités et conditions d'attribution de ce label aux projets, les modalités d'approbation des méthodes, ainsi que les modalités de vérification et de reconnaissance des réductions d'émissions.



Sortie en Mars dernier du Guide Bellastock

« STRATEGIES DE PRESCRIPTION : Intégrer le réemploi dans les projets de grande échelle et les marchés publics ».

>> produit dans le cadre du projet Interreg NWE 739 : FCRBE Octobre 2018-2022.

Auteurs et autrices : BELLASTOCK et ROTOR

En collaboration avec :

Bruxelles Environnement,
la Confédération de la Construction,
le Centre Scientifique et Technique de la
Construction et le Centre Scientifique et
Technique du Bâtiment.



Le projet FCRBE est un partenariat entre Bellastock, le Centre Scientifique et Technique de la Construction, Bruxelles Environnement, le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, la Confédération Construction, Rotor, Salvo et l'Université de Brighton.



INTÉGRER LE RÉEMPLOI DANS LES PROJETS
DE GRANDE ÉCHELLE ET LES MARCHÉS PUBLICS



Le guide Bellastock

- **Son objectif : outiller les maîtres d'ouvrage et les prescripteurs** afin de faciliter l'intégration du réemploi des matériaux dans leurs projets de construction et de rénovation.
- **Il s'adresse aux prescripteurs engagés dans des projets de grande échelle et dans le contexte des marchés publics.**
- **Ce guide de structure autour de 3 sections :**
 - 1. Description des **différentes façons de formuler un objectif de réemploi**, une étape préalable de grande importance quelle que soit la voie choisie ensuite.
 - 2. **Les routes possibles** correspondant à plusieurs cas de figure et plusieurs stratégies. Chaque étape de ces routes est décrite **en détail**.
 - 3. Le tout complété par **une collection de fiches** annexes qui permettent d'approfondir certaines notions ou questions soulevées dans les points 1 et 2 (indication dans la marge des textes des sections 1 et 2).

1. Prendre connaissance du contexte

Une connaissance du contexte général dans lequel s'inscrit le projet aide à formuler un objectif adéquat, c'est-à-dire ambitieux et inspirant, tout en étant adapté aux capacités du marché. Pour ce faire, il est utile d'avoir un aperçu de ces trois aspects complémentaires : les acteurs, les sources de matériaux et les dynamiques locales.

Les acteurs

Il s'agit ici d'identifier des prestataires actifs sur le territoire et susceptibles de contribuer à implémenter des logiques de réemploi. Cela consiste notamment à :

- Prendre connaissance des revendeurs professionnels actifs sur le territoire : quels sont les matériaux couramment pris en charge par ces entreprises et quels services proposent-elles ?
- Se pencher sur le réseau associatif et les entreprises de l'économie sociale qui, dans certaines régions, peuvent être fort actives sur des questions de réemploi des matériaux.
- Repérer des architectes, des bureaux d'étude et des entreprises de construction possédant une expérience en la matière. Si un réseau d'acteurs déjà mature est identifié, il pourra répondre à des objectifs ambitieux. À l'inverse...

voir fiche 4
l'offre des fournisseurs professionnels

voir fiche 8
étude préalable de marché

stratégies de prescription


fiche 4

F4. S'INFORMER SUR L'OFFRE DISPONIBLE CHEZ LES FOURNISSEURS PROFESSIONNELS

Il existe des centaines d'entreprises actives dans la récupération, la préparation et la vente d'éléments de construction en Europe du Nord-Ouest. Ces professionnels possèdent une connaissance fine des matériaux, parfois accumulée depuis plusieurs générations. Dès la phase de conception, la prise de contact avec ces opérateurs peut apporter des informations utiles sur l'état et la stabilité de leur stock, facilitant ainsi certains choix.

Outre la commercialisation proprement dite des matériaux, la plupart de ces opérateurs proposent des services connexes afin de livrer des lots de matériaux « prêts à l'emploi » :

- Nettoyés
- Triés selon les dimensions, la qualité, les teintes, etc.
- Découpés, mis à dimensions
- Reconditionnés
- Restaurés
- Documentés
- Entreposés
- Livrés



81/175

19/175

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	8
INTRODUCTION	11
SECTION 1 : DÉFINIR UN OBJECTIF RÉEMPLOI	17
1. Prendre connaissance du contexte	19
2. Formuler l'objectif réemploi	22
3. Intégrer l'objectif dans les documents de marché	23
4. Assistance réemploi	28
SECTION 2 : METTRE EN ŒUVRE L'OBJECTIF PAS-À-PAS	31
1. Aperçu des approches proposées	34
2. Les approches pas-à-pas	36
SECTION 3 : FICHES THÉMATIQUES	59
Fiche 1 : Convaincre des bénéfices du réemploi	61
Fiche 2 : Articuler le réemploi avec les autres facettes de l'économie circulaire	65
Fiche 3 : Explorer les différentes sources de matériaux de réemploi	69
Fiche 4 : S'informer sur l'offre disponible chez les fournisseurs professionnels	81
Fiche 5 : Formuler une performance chiffrée dans son objectif réemploi	83
Fiche 6 : Passer des marchés complémentaires : inventaire, études complémentaires, assistance à maîtrise d'ouvrage, etc.	93
Fiche 7 : Identifier les matériaux pertinents pour son projet	97
Fiche 8 : Réaliser une étude préalable de marché sur les enjeux du réemploi	103
Fiche 9 : Étudier l'économie du réemploi dans le projet	107
Fiche 10 : Aménager d'éventuelles alternatives : options/PSE, clauses de réexamen et variantes	111

Fiche 11 : Faire assurer la mise en œuvre des matériaux réemployés	119
Fiche 12 : Rédiger les spécifications techniques des matériaux de réemploi	123
Fiche 13 : Choisir une procédure de passation autorisant la négociation	135
Fiche 14 : Établir des critères de sélection	139
Fiche 15 : Évaluer les offres contenant du réemploi : documents à demander et critères d'attribution	141
Fiche 16 : Intégrer des clauses d'exécution dans son marché	151
Fiche 17 : Adapter les documents du marché aux objectifs de réemploi : check-list	155
Fiche 18 : Réaliser un bilan réemploi : indicateurs possibles	163
BIBLIOGRAPHIE	166
CRÉDITS PHOTOS	174

A télécharger par ici >>

https://www.nweurope.eu/media/15834/wpt3_d_2_2_strategies-de-prescription_integrer-le-r%C3%A9emploi.pdf





Label 2EC

Engagement Economie Circulaire
construction et aménagement

LE CEREMA

ACTIVITÉS ET SERVICES

EN RÉGIONS

RECHERCHE, INNOVATION & INTERNATIONAL

CENTRE DE RESSOURCES

LE MAG

Une labellisation pour les projets du BTP engagés dans la prévention et le recyclage des déchets

24 FÉVRIER 2021

infrastructures

déchets du BTP

déchets de chantier

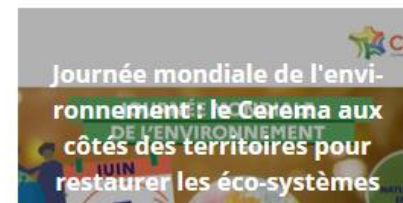
bâtiment

économie circulaire

Label 2EC



VOIR AUSSI



TP/VRD - un label
pouvant vous être utile ?

→ Quels engagements pour le label 2EC ?

Selon la nature et l'avancement des projets, il sera demandé au porteur de projet de s'engager sur différentes actions :

La prévention et la gestion des déchets générés par la conception du projet :

- Sélectionner des acteurs ayant les compétences requises en prévention et gestion des déchets
- Réaliser en amont du projet un diagnostic prévisionnel des déchets de conception
- Favoriser le réemploi et gérer les déchets selon la hiérarchisation des modes de traitement
- Assurer la traçabilité des déchets quelle que soit leur nature jusqu'à la valorisation ou l'élimination finale
- Faciliter le (ou les) audit(s) lors de la réalisation des travaux

La valorisation des matériaux alternatifs dans le cadre du projet :

- Sélectionner des acteurs ayant les compétences requises pour la mise œuvre de matériaux alternatifs
- Fournir le domaine d'emploi du matériau alternatif avec sa localisation dans l'ouvrage
- Accepter les matériaux alternatifs conformément au niveau d'exigence des méthodologies nationales
- Assurer la traçabilité des matériaux alternatifs acceptés ou refusés dans le cadre du chantier
- Faciliter le (ou les) audit(s) lors de la réalisation des travaux



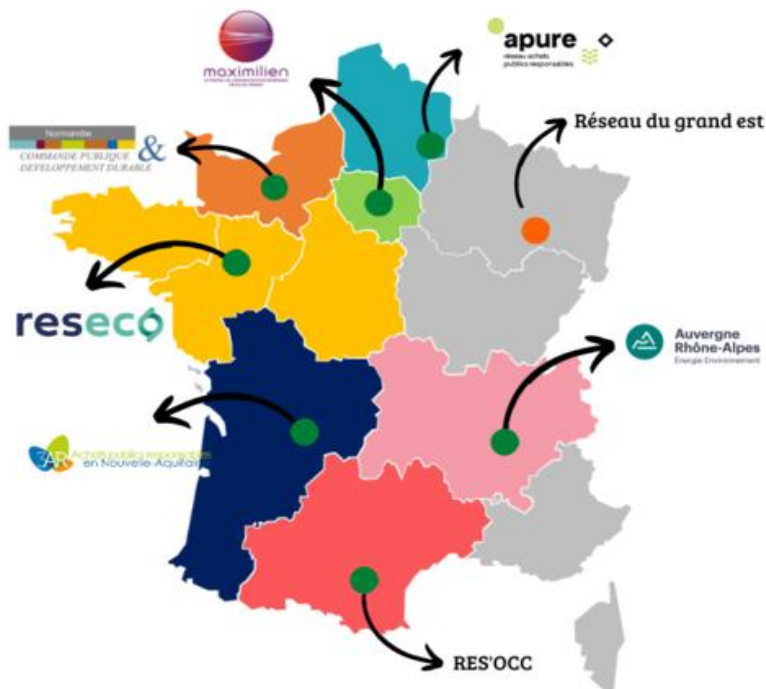


**EN NOUVELLE-AQUITAINE, LE RÉSEAU 3 AR
POUR VOUS ACCOMPAGNER**



>>PNAD 2022-2025

Un déploiement piloté par le Commissariat Général au Développement Durable qui se fait en appui sur les réseaux régionaux existants



Déploiement du PNAD en région

>> un plan d'actions sur 3 ans

>> pour contribuer à l'atteinte des objectifs du Plan
3 modalités d'intervention :

- Appui aux acheteurs et conseils de niveau 1 : guichet vert
- Développement d'un nouveau module de formation
- Mise en place d'une opération collective SPASER

>> 1 action phare : le « guichet vert »



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Commissariat général
au développement durable

Déploiement du PNAD en région

>> un plan d'actions sur 3 ans

>> pour contribuer à l'atteinte des objectifs du Plan
3 modalités d'intervention :

- Appui aux acheteurs et conseils de niveau 1 : guichet vert
- Développement d'un nouveau module de formation
- Mise en place d'une opération collective SPASER

>> 1 action phare : le « **guichet vert** »



ACTION 7

Élargissement du dispositif « conseil minute »

>> Mise en place d'un guichet vert

AUJOURD'HUI, un service réservé aux adhérents

= j'ai un projet en matière d'achat responsable >> **je contacte l'équipe d'animation**

Via formulaire en ligne

... par mail auprès de l'équipe d'animation

... ou par tél auprès des animateurs

>> 1^{ère} réponse sous 24h

>> réponse détaillée qualitative sous une semaine

Élargissement du dispositif « conseil minute »

>> Mise en place d'un guichet vert

- **Service pour tous les acheteurs du territoire néo-aquitain soumis au code de la Commande publique,**
- **Service gratuit**
- **Propose un premier niveau de conseil pour développer des pratiques durables**
- **Comment ça fonctionne ?**
 - Vous prenez contact avec le guichet vert via un lien prévu sur le site de 3 AR > formulaire de votre demande à compléter
 - Le référent « Guichet vert » prend contact avec vous rapidement et vous apporte une réponse adaptée



ACTION 7

Élargissement du dispositif « conseil minute »

>> Mise en place d'un guichet vert

DEMAIN, DANS LE CADRE DU PNAD : un service ouvert à tous

Mobilisation de l'équipe d'animation 3AR et des partenaires régionaux associés par grands enjeux / grandes familles d'achat

= des réponses à des questions de « niveau 1 »

- ☐ Connaissance des obligations réglementaires
- ☐ Sélection de guides / ressources
- ☐ Retours d'expériences / benchmark
- ☐ Mise en relation entre pairs
- ☐ Aide au sourçage
- ☐ Exemples de DCE

Partages au niveau national - interréseaux

Valorisation des réponses apportées

= lettre d'info / centre de ressources

L'agenda du réseau

Notez les prochains rdv de votre réseau :

6 octobre Matinale technique départementale

20 octobre Formation resto co

8 novembre Formation resto co

12
décembre Restitution de l'AMI économie circulaire et
diagnostics bâtiments

Guéret

Gironde

Limoges

Bordeaux

Programmes et inscriptions sur le site 3ar-na.fr



un outil “historique” ademe

- grille d'autodiagnostic 2016

Une coopération renforcée interréseaux 3AR-RESECO

- webinaire commun sur les indicateurs
- formation commune

des demandes des membres des réseaux

- conseil minute, GT, et sollicitations diverses

des échanges avec les partenaires

- ADEME, CGDD, réseaux

Méthode

Identification des besoins des acheteurs

Mobilisation d'un comité de pilotage représentatif pour valider les grands axes de l'outil, avec notamment les réseaux régionaux (APURE - AURA EE - Maximilien - RANCOPER - Occitanie - RESECO - 3AR), ADEME, CGDD , DAJ, DAE, DGOS, Médiateur des entreprises, et des réseaux nationaux (OBSAR - Alliance Ville Emploi)

Recensement des obligations réglementaires

Développement de l'outil en ligne

Mobilisation d'un groupe de structures testeuses, adhérents volontaires des réseaux 3AR et RESECO & membres du comité de pilotage

Lancement officiel le 28/9

Présentation de l'outil

Je travaille pour ...

Collectivités locales et leurs groupements



Besoin d'aide pour savoir à quelle typologie vous appartenez ?

[Consultez notre PDF d'aide au choix pertinent de votre typologie >](#)

J'ai un projet d'achat de ...

Habillement / EPI



Besoin d'aide pour savoir à quelle famille vous appartenez ?

[Consultez notre PDF d'aide au choix pertinent de votre famille >](#)

Ci-dessous, la liste des obligations réglementaires en matière d'achat public durable applicables à la famille d'achat :

Présentation de l'outil : exemple

En bleu les obligations thématiques
En rouge les obligations transversales

ECONOMIE CIRCULAIRE : OBLIGATION D'UN CERTAIN % DE RÉEMPLOI, RÉUTILISATION, RECYCLÉ POUR 17 FAMILLES ET SOUS-FAMILLES DE PRODUITS

Date d'entrée en vigueur : 01/01/2021

« I. – A compter du 1er janvier 2021, les biens acquis annuellement par les services de l'Etat ainsi que par les collectivités territoriales et leurs groupements sont issus du réemploi ou de la réutilisation ou intègrent des matières recyclées dans des proportions de 20 % à 100 % selon le type de produit.

II. – En cas de contrainte opérationnelle liée à la défense nationale ou de contrainte technique significative liée à la nature de la commande publique, le pouvoir adjudicateur n'est pas soumis à l'obligation prévue au I.

III. – Un décret en Conseil d'Etat fixe la liste des produits concernés et, pour chaque produit, les taux pouvant être issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage correspondant à ces produits.

[Consulter l'article sur legifrance.fr](#)

DÉVELOPPEMENT DURABLE : OBLIGATION DE PRENDRE EN COMPTE LES DIMENSIONS ENVIRONNEMENTALES, SOCIALES ET ÉCONOMIQUES LORS DE LA DÉFINITION DU BESOIN

Date d'entrée en vigueur : 01/04/2019

La nature et l'étendue des besoins à satisfaire sont déterminées avec précision avant le lancement de la consultation en prenant en compte des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale.

[Consulter l'article sur legifrance.fr](#)

Actualisation de l'outil

L'outil sera régulièrement actualisé

- Date de dernière actualisation affichée

Le comité de pilotage se réunira régulièrement pour effectuer un suivi de l'outil

- Utilité, usages
- Arbitrages éventuels
- Évolution

A NOTER !

Cet outil en ligne recense uniquement les obligations réglementaires en matière de commande publique durable.

Il y a de nombreux outils et leviers juridiques proposés par le Code de la commande publique, qui ne sont pas recensés à cet endroit.

La plate-forme RAPIDD : le Réseau des Administrations Publiques Intégrant le Développement Durable

Rapidd est un outil d'échange créé et géré par le Ministère pour favoriser les échanges, la diffusion d'information, le partage d'expériences sur les achats durables.

Il représente le premier réseau national inter-administration des acheteurs publics.

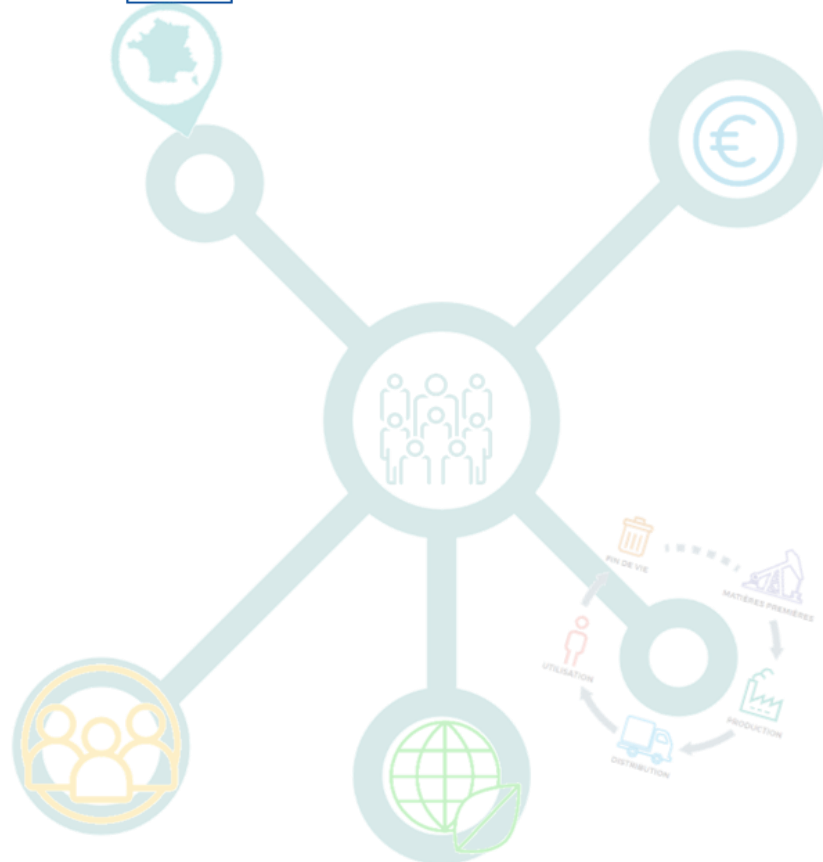
S'inscrire sur Rappid :

<http://rapidd.developpement-durable.gouv.fr>

The screenshot displays the RAPIDD platform interface. At the top, there is a navigation bar with the RAPIDD logo, the text "La communauté des achats durables", a search bar labeled "Rechercher", a "PUBLIER" button, and several notification icons. Below the navigation bar, there are tabs for "Flux d'activit...", "Groupes" (with a red badge showing 106), "Questions et...", "Messenger", and "Centre de re...". On the right side of the navigation bar, there is an "Applications" button.

The main content area is divided into three columns. The left column shows the user profile of "F BAZILLE" with a "Complétez votre profil !" progress bar at 78%. Below this, there is a section "Mes questions à la communauté" with a "Je pose ma question" button, and a section "Inviter vos collègues" with a plus icon. The middle column features a welcome message: "Bienvenue sur le réseau social. Organisez vos groupes et leurs abonnés pour y échangez des articles, des documents, des questions ... N'hésitez pas à créer vos propres groupes d'intérêts et à y inviter vos collaborateurs." with an "Annuaire des groupes" button. Below this, there are two articles by "Anne.Bentz": "NOM DU RESEAU" (created today at 15:29) and "Organisation de la réunion 'élus et décideurs' : mobilisation de vos élus et décideurs" (created today at 14:51). The right column shows a section "A la une" with three featured articles: "Verdissement des flottes ..." (12/04), "TROPHEES PROCURAPL..." (01/04), and "Lancement Centre de res..." (06/01/2022). Below this, there is a "Bienvenue sur Rapidd" section with a welcome message and a link to the "GT achats publics durables en Occitanie".





Merci de votre participation !

Nous contacter :
animation@3ar-na.fr

Frédéric Bazille
06 47 56 98 64

Anne Bentz
06 12 84 54 98

Sabrina Charuel
07 48 11 65 19